

La mesure de l'émotion des électeurs est un exercice difficile

Le corps électoral est plus sensible aux émotions qu'aux arguments. C'est pourquoi il est très difficile de mesurer par des sondages l'évolution et la traduction électorale de ces émotions. Le débat sur TF1 et les commentaires qu'il a suscité montre bien que les sujets ne peuvent être traités que de façon superficielle à la télévision.

Marine Le Pen aura un groupe parlementaire fort

Marine Le Pen est pratiquement sûre d'atteindre le deuxième tour.

On a du mal à comprendre comment « la mise en place d'un protectionnisme intelligent et le rétablissement d'une monnaie nationale » peuvent constituer la base d'une stratégie pour redresser l'économie. Même si elle explique que le prix des produits importés sera taxé à 3% pour financer une prime de pouvoir d'achat...

Pour déclencher un « Frexit », soit une sortie de l'Euro, il lui sera très difficile d'utiliser l'article 89 de la constitution (= sur proposition du gouvernement réunion du Congrès sur un texte voté par les deux assemblées en termes identiques). Elle utiliserait plutôt l'article 11 qui est le référendum d'initiative populaire, dont on a du mal à voir comment sont récoltés et contrôlés les engagements des citoyens qui demandent le référendum.

Même l'Obs publie cette semaine un long papier sur « Les 100 premiers jours de Marine Le Pen à l'Elysée ». Dans tous les scénarios, même si Marine Le Pen n'est pas élue, elle aura suffisamment de députés dans la prochaine assemblée pour constituer la principale force d'opposition.

Geert Wilders à la tête de son parti d'extrême droite aux Pays Bas n'est pas arrivé à remporter les dernières élections législatives. Les sociaux démocrates naguère géants de la scène politique perdent d'un coup les trois quarts de leurs députés. Les marchés ont soufflé car les électeurs néerlandais ont clairement voté pour des partis pro-européens. Il y aura un nouveau gouvernement de coalition composé du centre droit VVD, des démocrates chrétiens conservateurs et du parti libéral de gauche...

Emmanuel Macron fait figure de candidat idéal

Emmanuel Macron représente pour le moment le candidat idéal. Il est le candidat raisonnable pour la gauche de gouvernement, le candidat idéal pour le centre et le candidat de remplacement pour la droite déstabilisée par François Fillon. C'est un peu l'homme de la « Grande Marche » une sorte de MAO français de 2017. La quasi totalité des médias bien pensant

considèrent qu'il représente « le vote utile » pour la gauche.

Pourtant, il s'inscrit dans le hollandisme le plus pur. Il a le même programme et quasiment les mêmes hommes pour l'appliquer.

Son programme pour relever la France, est un amalgame d'idées qu'il nous vend comme « l'alternance profonde que la France appelle de ses vœux ».

Comme la gauche se déplace vers le centre, les « Hollandais » penchent pour Macron. Certains d'entre eux estiment que Hamon aura du mal à faire 10% au premier tour.

De toute façon, François Hollande apporte son soutien implicite à Emmanuel Macron sans pour le moment prononcer son nom. S'il est élu, il lui faudra trouver une majorité parlementaire pour soutenir son projet présenté comme réformateur. Recomposer une majorité présidentielle n'est pas un exercice facile. D'autres que lui s'y sont essayés comme Valéry Giscard d'Estaing et Pierre Mendès France. Dans les deux cas l'histoire s'est mal terminée.

François Fillon a fait la prestation qui lui a déjà réussi

François Fillon a été digne dans un débat où les cadeaux de Noël étaient distribués à tous les étages. Sa prestation s'inscrit dans celle qui lui a réussi dans les débats des primaires de la droite. Il est le seul candidat à vouloir supprimer totalement l'ISF.

Quand on voit le nombre d'exilés fiscaux qui sont obligés de quitter leur pays pour ne plus payer d'ISF progresse de 10 à 20% chaque année depuis 2011, il est curieux que ce phénomène économique majeur ne fasse l'objet de la part de nos économistes distingués d'aucune étude d'impact. Il n'est pourtant pas très compliqué de chiffrer exactement le montant d'impôt qui n'est plus payé en France, le nombre d'emplois détruits, la consommation réduite et surtout les investissements non réalisés....

Ce que les médias appellent « L'affaire Fillon » n'a pas été évoqué.

Si un candidat du camp du bien a minoré sa déclaration de patrimoine à la Haute Autorité de la Transparence de la Vie Politique, Jean-Louis Nadal, son président, saura être impartial. Il a un parcours tout à fait clair. Il avait requis en 2011, l'ouverture d'une enquête à l'encontre de Christine Lagarde devant la Cour de Justice de la République en marge de la contestation de l'arbitrage rendu en 2008 dans l'affaire Tapie. Il s'est exprimé à plusieurs reprises contre le gouvernement de Nicolas Sarkozy et s'est engagé politiquement aux côtés de Martine Aubry lors de la primaire présidentielle socialiste de 2011 en lui apportant son soutien public. En 2012, il soutient ouvertement le candidat François Hollande.

Si Bruno Le Roux, actuel ministre de l'intérieur, a fait profiter ses filles de son enveloppe parlementaire, on peut être sûr qu'Éliane Houlette procureur du Parquet National Financier va

invoquer la séparation des pouvoirs législatifs et judiciaires qui interdit au PNF de mener l'enquête, car les faits allégués contre le ministre n'entrent pas dans les chefs de compétence du PNF. Selon le droit parlementaire, c'est au bureau de l'Assemblée nationale de se saisir de ce type d'affaire et d'enquêter. Eliane Houlette nommée par François Hollande sur recommandation de Christiane Taubira saura faire preuve avec Bruno Le Roux de la même impartialité que celle qu'elle montrée avec François Fillon.

Les deux candidats d'une gauche rétrécie

Benoit Hamon patine. Il est prisonnier de son alliance avec Yannick Jadot et les écologistes pro-Duflot. Il a emprunté à Arnaud Montebourg sa défense du « made in France ». Revu par lui cela devient « poser des écluses aux frontières de l'UE ». S'in continue sur la même lancée il risque d'offrir au Parti Socialiste son plus mauvais score depuis Gaston Deferre en 1969.

Jean Luc Mélenchon nous a rappelé le Georges Marchais de la grande époque.

Il ne semble pas avoir bien compris que la chute des exportations était la démonstration du recul français. Avec 48 Md€ de déficit en 2016 ce déficit devrait sonner comme une alarme et éviter à un candidat à la présidence de la république de proposer des mesures comme « un droit opposable à l'emploi » et le partage du travail comme solutions pour faire baisser le chômage...

Allocation d'actif

Avant le premier tour des élections présidentielles, il vaut mieux réduire son exposition aux banques européennes (BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale ...). Les valeurs de défense vont continuer à bien se porter dans tous les cas de figure ((Dassault Aviation, Safran, Thales...) . Les valeurs de consommation domestiques constitueront un bon amortisseur dans un scénario d'incertitude politique (Danone, Carrefour, Casino ...). Les obligations émises par l'Etat seront bien évidemment les victimes naturelles de toute remontée des taux d'intérêt.

Avant le déclenchement de la procédure de Brexit, il faut réaliser que l'économie britannique ne fonctionne pas si mal. L'idée d'acheter des sociétés qui deviendront plus compétitives avec la baisse de la Livre parait bonne notamment : Easyjet, IAG, Travis Perkins ...